

Nantes, le jeudi 11 octobre 2018

Réaction de Christelle Morançais suite à l'adoption en 1ère lecture
du projet de loi PACTE par l'Assemblée nationale.

Une véritable occasion manquée pour la compétitivité et la simplification de la vie des entreprises

Avec son projet de loi « Pacte », le Gouvernement nous avait promis une révolution profonde de la vie des entreprises.

Malheureusement, une fois de plus, il y a eu beaucoup de communication pour à l'arrivée bien peu de transformations et de simplifications.

Certes, les mesures sur la création des entreprises, le relèvement de certains seuils ou sur la suppression partielle du forfait social sont des avancées à saluer.

Mais en l'état, cette réforme est une véritable occasion manquée qui ne va pas assez loin et qui passe à côté des véritables enjeux de libération et de modernisation de la vie des entreprises.

D'abord parce qu'au lieu de renverser la table, le Gouvernement ne propose que de maigres ajustements qui ne résoudre rien. Le refus de relever le seuil de 50 à 100 salariés et d'alléger drastiquement les contraintes administratives va continuer à bloquer la croissance des entreprises.

Ensuite parce que ce texte n'est que l'arbre qui cache une forêt de taxes et de normes qui continue à étouffer les entreprises. Ce que le Gouvernement donne d'une main, il le reprend de l'autre :

- D'un côté, il prétend vouloir simplifier et de l'autre, il re-complexifie la vie des entreprises en leur imposant le prélèvement à la source. Les chefs d'entreprises n'ont pas à être des agents percepteurs de l'Etat !
- D'un côté, il dit vouloir faire baisser le coût du travail et de l'autre, il continue à agir avec la même frénésie fiscale : derniers exemples en date, la fin des exonérations de charges sur les emplois saisonniers agricoles ou encore l'augmentation brutale des taxes sur le pétrole non routier dans certains secteurs déjà fragilisés comme les travaux publics.

Il est grand temps que le Gouvernement admette que ce « en même temps » ne fonctionne pas et surtout qu'il pénalise nos entreprises ! Si le Gouvernement veut vraiment être du côté du développement des entreprises et de l'emploi, il est urgent qu'il passe enfin des paroles aux actes.

Christelle Morançais

Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire

CONTACT PRESSE

Gwenola Cariou Huet : gwenola.cariou-huet@paysdelaloire.fr / 02 28 20 60 65 – 06 82 80 18 92